Fondation Jean Jaurès

International

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE : LA LUCIDITÉ DES FRANÇAIS

Hakim El Karoui, Gilles Finchelstein, Hervé Le Bras, Rémy Rioux

23/06/2025

Entre repli nationaliste, au Nord comme au Sud, et ajustement des finances publiques, la politique de développement semble prise en étau. Quasiment supprimé aux États-Unis par Donald Trump, réduit de moitié au Royaume-Uni par le gouvernement Labour et menacé en France, cet outil efficace de réduction de la pauvreté, de lutte contre le changement climatique et de défense de nos intérêts et de nos valeurs voit aujourd'hui son avenir remis en question. Comment les Français considèrent-ils cet outil et mesurent-ils les enjeux qu'il implique ? Une enquête, réalisée par Toluna-Harris Interactive pour l'Agence française de développement (AFD) et analysée par des experts de la Fondation, fait le point sur le rapport des Français à la politique de solidarité internationale, au niveau national et en régions.

Ces contributions s'appuient sur l'enquête *Les partenariats internationaux de la France : quelles perceptions à l'échelle nationale et régionale ?* réalisée par Toluna-Harris Interactive pour l'Agence française de développement (AFD).

Les résultats complets de l'enquête

Méthodologie de l'enquête

Terrain : enquête réalisée en ligne (France métropolitaine) et par téléphone (La Réunion) du mercredi 9 au mardi 22 avril 2025.
Échantillons :
– 10 103 personnes âgées de 16 ans et plus, représentatives de la population française métropolitaine (hors Corse), et des 12 régions métropolitaines françaises (entre 458 et 1 797 répondants par région) ;
– 305 personnes représentatives de la population de La Réunion, âgées de 16 ans et plus.

Quotas : méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socio-professionnelle, région et département de l'interviewé·e.

Table des matières

Avant-propos
Rémy Rioux, directeur général du groupe AFD

Concernés et inquiets : les Français face aux enjeux internationaux
Gilles Finchelstein, secrétaire général de la Fondation Jean-Jaurès

Les Français et la solidarité internationale : un regard géographique
Hervé Le Bras, géographe et démographe

Les Français, Ibn Khaldûn et la solidarité internationale
Hakim El Karoui, essayiste, entrepreneur social et directeur du cabinet de conseil Volentia

Avant-propos
Rémy Rioux

S'il n'y avait qu'un chiffre à retenir des résultats produits par Toluna-Harris Interactive, il me semble que c'est celui-ci : deux Français sur trois considèrent que, compte tenu de la situation mondiale, la France et l'Union européenne devraient investir davantage dans la solidarité internationale.

Contrairement aux idées reçues, ce sondage témoigne du soutien solide des Français pour la politique de développement, dont la persistance s'observe d'année en année. C'est une enquête que nous réalisons depuis plus d'une décennie. En 2024, à l'aube des élections européennes, nous avions étendu le nombre de personnes interrogées par-delà nos frontières pour questionner nos voisins allemands, italiens, polonais et suédois[1]. Avec des résultats qui nous ont surpris : tous estiment que l'évolution à venir des pays en développement aura un impact sur leur propre vie, attendent que leur pays agisse pour la solidarité internationale et convergent sur les priorités de cette politique publique. Avec l'angoisse d'être insuffisamment informés.

En 2024, le groupe AFD a aussi sondé pour la première fois certains de ses partenaires du continent africain[2]. Là aussi, le constat est similaire : les Sénégalais, les Ivoiriens, les Kenyans et les Kino-Congolais interrogés, habitant des capitales mais aussi des villes secondaires, jugent positivement et dans les mêmes proportions que les Européens l'action de développement.

En nous associant cette année avec la FondationJean-Jaurès, nous avons souhaité aller plus finement encore dans l'analyse, avec des thématiques additionnelles – l'Ukraine, la fermeture de l'agence américaine USAID – et en questionnant les Français à la maille territoriale, dans toutes les régions métropolitaines ainsi qu'à la Réunion. Ce que vous montreront les contributions de Gilles Finchelstein et de Hervé Le Bras est qu'il existe des graduations dans le soutien à la solidarité internationale qui s'expliquent sans doute par des raisons sociologiques, électorales, générationnelles et territoriales entre régions mais aussi entre ruraux et urbains. Si des divergences existent entre les Français, il convient néanmoins de souligner que la perception de nos interdépendances, de l'importance à agir à la fois auprès des populations vulnérables mais aussi pour les biens communs comme le climat, recueille à chaque fois plus de la majorité des opinions. Hakim El Karoui explique cette adhésion en indiquant qu'il s'agit au fond d'une projection de la conscience collective de nos concitoyens dans notre propre construction nationale. La solidarité internationale, l'aide publique au développement, la coopération internationale, l'investissement solidaire et durable… : les concepts sont désormais remis sur le métier ; mais persiste l'expression d'une volonté claire de nos concitoyens à entretenir des partenariats dans la durée, pour lier les intérêts des Français avec ceux des autres et pour bâtir des intérêts mutuels.

Le développement, le troisième « D » de notre action internationale aux côtés de la défense et de la diplomatie, est encore trop méconnu. Il intéresse les Français, et près d'un sur deux pense qu'elle est une politique publique efficace pour notre pays et au-delà. Alors si le référentiel de l'« aide publique au développement » est aujourd'hui remis en cause, issu d'une histoire de la mondialisation qui trouve racine dans les années 1960, sa substance, l'intérêt pour notre pays à agir « du côté des autres », ne fait pas de doute. L'enjeu me semble être plutôt celui de la pédagogie et de la méthode, pour passer d'une logique d'aide – décriée par nos partenaires eux-mêmes et incomprises de nos concitoyens – à celle d'investissements solidaires et durables, fondée sur le respect, la réciprocité et la capacité à mobiliser concrètement l'ensemble de la finance, publique et privée, vers des transitions justes et durables partout dans le monde.

Espérons que cette étude et le débat qu'elle suscitera accélèrent l'émergence et la structuration d'une coopération internationale renouvelée, relégitimée et renforcée, en cohérence avec le nouvel état du monde.

1. *L'adhésion des Européens à la solidarité internationale et au développement durable*, enquête Toluna-Harris Interactive pour l'Agence française de développement, avril 2024.
2. *La perception de la politique de développement dans quatre pays d'Afrique, une étude pour comprendre et mieux agir*, enquête Ipsos pour l'Agence française de développement, février 2025.